



L'éducation pour toutes et tous, l'ambition de la République Sahraouie depuis 1976

Notre présence dans les campements sahraouis pour y enseigner ou simplement sensibiliser à la langue française est ancienne et s'est progressivement transformée, accompagnant de fait les transformations de la société sahraouie réfugiée. Aussi un numéro consacré à la formation des professeurs de français comme à notre volonté de contribuer au développement d'une société en exil, s'est-il imposé alors que le contexte sanitaire nous prive depuis un an de tout déplacement auprès de nos chers amis et amies francophones.

et se mit pendant trois ans au service du Ministère de l'Éducation. Forte de cette expérience et à la demande du Ministère de l'Éducation, **l'AARASD s'engagea à partir de 2013** dans un programme plus ambitieux à la fois dans ses objectifs, son financement et sa portée au niveau du fonctionnement du système éducatif.

Ambition des objectifs :

Organiser la formation des professeurs de collège en français en y associant des formateurs sahraouis et français avec des conditions de recrutement et de qualification rigoureuses. C'était pour nous, en 2013, donner la possibilité à une association de francophones, l'ASPECF, créée depuis plusieurs années, de contribuer, en coopération avec le Ministère de l'Éducation de la RASD, à la formation des professeurs et d'installer avec cette association un partenariat AARASD-ASPECF réel, réglementé par une convention.

Ambition du financement :

Il s'agissait alors pour l'AARASD de trouver les financements publics et privés en mesure d'honorer un engagement culturel de développement, pour indemniser les enseignants en formation et en poste, indemniser les formateurs sahraouis, contribuer aux équipements en livres, puis matériel numérique et assurer la présence régulière des formateurs français.

Ambition au niveau du fonctionnement du système éducatif :

L'enseignement du français a pris plus

d'importance au niveau des programmes des collèges pour mieux préparer les jeunes Sahraouis à s'adapter aux études en Algérie, nous avons accompagné cette évolution. Nous sommes toujours en recherche de plus d'efficacité à la fois dans les collèges et auprès des familles.

Difficile en 2021 de conclure définitivement, sinon de souligner que tout est difficile pour un prof en situation d'exil et de pauvreté. De bénévoles au début de l'exil les enseignants ont été petit à petit indemnisés à mesure que l'argent commençait à circuler dans les campements,

que les activités de commerce, artisanat, mobilité se développaient et devenaient indispensables, correspondant à une société en exil depuis deux générations développant des besoins autres que

ceux de l'urgence. Dans ces nouvelles situations il est urgent que ces enseignants soient rétribués de manière suffisante, garantie de leur réussite et du bon fonctionnement de l'institution scolaire. Nous avons essayé d'y contribuer tout en regrettant nos limites et en appelant le HCR en particulier à reprendre sa copie et à enfin organiser pour les réfugiés sahraouis le même système que celui qu'il pilote depuis 1947 pour les réfugiés palestiniens. C'est le minimum que puisse faire les Nations Unies impuissantes à appliquer leur plan de règlement depuis 1991.

Régine Villemont, Juin 2021

C'est d'abord **l'association d'enseignants retraités AGIRabcd**, qui s'est engagée dans ce projet d'apprendre le français aux jeunes des campements – aux jeunes filles en particulier – avec l'UJSARIO, organisation de jeunesse sahraouie, très active, disponible pour favoriser toutes les initiatives capables d'émanciper les filles par l'éducation, la découverte du monde et mieux les préparer aux études à l'étranger. Après cette première phase de sensibilisation au français l'association changea de partenaire



Apprendre le français, indispensable pour nous, dans un Maghreb toujours francophone

Conscients de l'importance des langues européennes dans le domaine de l'enseignement et de la nécessaire ouverture à la culture des autres, nous, Sahraouis francophones avons décidé la création d'une ONG dénommée l'ASPECF (Association Sahraouie pour la Promotion des Echanges Culturels dans l'Espace Francophone).

Notre association qui compte de nombreux adhérents est soucieuse de développer l'apprentissage du français et l'intérêt pour sa culture dans les camps de réfugiés sahraouis. Elle répond aussi aux besoins d'une jeunesse impatiente de suivre en Algérie les filières scientifiques dans les établissements universitaires ou dans les Ecoles d'ingénieurs où c'est surtout la langue française qui est utilisée. À noter en effet que le français est enseigné en Algérie dès la troisième année primaire. La langue espagnole a été choisie dès 1976 et l'ouverture des premières écoles comme deuxième langue pour des raisons politiques et nos liens avec l'ancienne métropole coloniale, l'Espagne. Mais depuis de nombreuses années le français a pris plus d'importance dans les campements et les demandes des familles car la majorité écrasante de leurs enfants poursuivent leurs études dans les établissements algériens. Enfin la majorité des Sahraouis dans les territoires occupés apprennent le français en tant que deuxième langue.

Notre peuple est peu nombreux mais il dispose de matières premières abondantes dans son sous-sol et de côtes

Enseignants en formation français au Centre pédagogique du 9 juin.



Mohamed Mahmoud, actuel président de l'ASPECF, se souvient !



L'inauguration du 8 février 2008.

Nous avons créé notre association le 5 juillet 2005, à Tifariti dans notre Sahara libéré. À l'époque c'était Nouera qui était la Présidente créatrice de l'ASPECF et Hadou le Secrétaire, de mon côté j'assurais la trésorerie. Nous avons inauguré officiellement l'association en 2008 avec à l'époque une pièce toute petite. Avec l'appui financier de l'AARASD et de ses comités locaux, celui de la Sarthe et du Val de Marne en particulier. Ils ont déposé de multiples dossiers de demande de subventions pour nous permettre de construire et d'équiper une salle de classe et une bibliothèque, auprès du Conseil Gé-

néral puis départemental du Val de Marne, auprès des villes du Mans, d'Ivry et de Gravelines. Chaque été, quand nous revenions des séjours enfants sahraouis, nos bagages étaient pleins de livres et de mon côté j'ai suivi à la médiathèque du Mans un stage de formation, impossible de me souvenir de la date !

En 2016, l'inondation n'a épargné personne, notre local a été très abîmé. Les mêmes nous ont à nouveau fait confiance, pour restaurer la bibliothèque, ce qui nous permet aujourd'hui d'y accueillir les professeurs en formation de français. Sur la photo en 2008, feu Khalil, membre éminent de l'ASPECF et Khadija Hamdi, l'épouse de notre cher Président Abdelaziz !



Le 8 février 2008.

parmi les plus poissonneuses du monde, il a donc besoin de connaître le plus grand nombre possible de langues qui lui permettent de coopérer avec de nombreux partenaires étrangers tout en se construisant de manière solide. Depuis 2013, l'ASPECF a signé trois conventions de partenariat avec le Ministère de l'Enseignement et de l'Education de la RASD et avec l'association française AARASD. Ce qui nous a permis de mener à bien avec nos formateurs et les formateurs français, le recrutement et la formation de vingt -six professeurs de français. Ces derniers ont suivi une formation en langue française et en pédagogie pendant deux ans ; ils exercent aujourd'hui leur métier dans les onze collèges répartis dans les différentes willayas. Le français est désormais

obligatoire dans les épreuves du BEPEC alors que l'espagnol ne l'est plus. Notre association entend aussi développer la bonne connaissance du français auprès des jeunes qui vont partir poursuivre leurs études en Algérie à l'occasion de sessions qui se tiennent chaque été. Elle ouvre à tous sa bibliothèque d'ouvrages en français qui mêlent romans, essais, dictionnaires et manuels scolaires. Nous souhaitons avec des adhérents plus nombreux développer d'autres activités comme des conférences, des projections de films et quand le départ vers la France de nos enfants sera à nouveau possible, préparer leur séjour en leur faisant découvrir les villes où ils seront accueillis. En conclusion je voudrais affirmer que l'enseignement d'une langue ne doit être vu que sous une seule optique, celle de la culture universelle et reprendre un Hadith du Prophète : « *Qui a une langue de plus est une personne de plus* ».

**Mohamed Mahmoud,
Senia Ghaadi, Hadou El Hadj ASPECF**

Se souvenir des leçons de français et surtout des amies sahraouies



Premier contact dans les campements

C'est en 2006, que je suis allée à Tifariti pour la première fois. Certaines habitantes m'ont manifesté leur envie d'apprendre le français. Nous avons commencé dans une pièce vide, avec juste un tableau et des craies. Assises par terre, les femmes, d'un niveau hétéroclite, suivaient mes cours avec assiduité. Il y avait vraiment besoin de mettre en place un enseignement du français !



Un de nos groupes de stagiaires, devant le « centre pédagogique national du 9 juin » en 2015.



Avec l'AARASD

En 2013, a été signée une Convention entre le Ministère de l'enseignement, l'ASPECF et l'AARASD. Cette dernière s'engageait à envoyer des formateurs français. Pierre Toutain, Régine Pelau et moi Yvette Touzeau avons été volontaires pour intervenir dans les campements ainsi que les années suivantes avec Mahmoud et Hadou. Les premiers stagiaires étaient d'un assez bon niveau en français. Nous trois étions logés à Rabouni, puis nous allions au Centre pédagogique du « 9 juin ».



Nous avons apporté (grâce à Emmaüs, au collège et à la médiathèque d'Arnage) divers matériels : livres, magazines, cassettes, lecteurs de cassettes, journaux, etc. Ce qui permettait aux stagiaires un travail personnel ou de recherche.



Les années suivantes 2014 et 2015, Pierre, Régine et moi, avons pensé faire une formation pédagogique. Mais le groupe avait changé : certains stagiaires étaient partis, d'autres étaient nouveaux. Pierre a commencé à enseigner la pédagogie aux stagiaires les plus à l'aise en français, pendant que Régine et moi avons continué le renforcement en français.



Visite dans un collège

Les professeurs s'appliquaient à mettre en pratique certaines méthodes enseignées par les formateurs français, pendant les cours de pédagogie enseignés « au centre du 9 juin ». Alors, nous logions à Smara.

Yvette Touzeau

L'exemple d'AGIRabcd et les premières étapes de l'apprentissage du français

Dans les camps de réfugiés sahraouis, apprendre le français n'était pas un objectif prioritaire. La puissance coloniale avait laissé l'espagnol en héritage et cette langue a pris place assez naturellement dans l'enseignement primaire, dispensé par ailleurs en hassaniya. Cependant, dans le système éducatif en développement, les élèves sahraouis rejoignaient en majorité les établissements algériens pour leurs études secondaires et universitaires ; or, en Algérie, le français constitue la première langue étrangère qu'apprennent les élèves, dès la 3^e année de l'école primaire, et c'est aussi en français que se font les études supérieures de médecine, de sciences et de technologies. Il en résultait des difficultés pour les élèves venus des camps de réfugiés, dans l'enseignement moyen et secondaire et, bien souvent, une réduction des choix au niveau universitaire. D'où l'intérêt des autorités sahraouies pour les offres de formation proposées par des intervenants français.



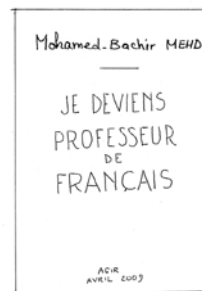
Cérémonie de clôture de la première session à Aousserd (mars 2003).

C'est dans ce contexte que l'association de retraités AGIRabcd Bourgogne a mené ses premières missions, en partenariat avec l'UJSARIO (Union de la Jeunesse sahraouie). Le besoin avait été identifié par Claude Mangin, qui avait longuement séjourné dans les camps et observé plus particulièrement le manque d'activités offertes aux jeunes filles. Celles-ci parlaient moins que les garçons poursuivre leurs études dans les pays d'accueil, malgré une soif d'apprendre tout aussi grande.

De fait, dès notre première session de français, ouverte aux débutants et débutantes comme à celles et ceux qui avaient déjà une certaine connaissance de la langue, l'afflux de volontaires était tel que nous avons constitué trois classes. En 2003, l'association a ainsi assuré, à Aousserd, 3 stages animés à chaque fois par 3 formateurs ; à partir de 2004, elle a fixé le rythme à deux sessions annuelles portées par 3 puis 2 formateurs. Soutenu par le SCAC de l'Ambassade de

France à Alger, ce projet de formation à la langue française s'est enrichi en 2007 d'un stage « diplômant » de 3 semaines au centre Formasup d'Alger, pour 4 jeunes femmes et 4 jeunes hommes. Ce parcours a été suivi tout au long par Bouha, par exemple, qui en fait mention dans le livret qu'elle a rédigé en 2009, sur le même modèle que l'exercice présenté en annexe.

L'année 2009 correspond à un changement de partenariat et d'objectif. Soucieux de mettre nos efforts au service du système scolaire sahraoui, nous avons engagé AGIRabcd Bourgogne dans un projet de formation des enseignants de français pour les collèves, en partenariat avec le Ministère sahraoui de l'Enseignement et de l'Education. Deux sessions de formation nouvelle formule en 2009, avec des candidats à l'enseignement du français et des enseignants déjà en poste. Une seule session dans les campements en 2010 mais complétée par un stage de français langue étrangère organisé au CIEF (Centre



Je suis né au Sahara, à Smara, une grande ville sahraouie. Je viens d'une famille religieuse. Grâce à mon père, j'ai pu apprendre le Coran par cœur dès mon plus jeune âge et c'est encore lui qui m'a enseigné les premières bases de la langue arabe. Je suis entré à l'école primaire juste avant l'entrée des occupants marocains dans notre pays. J'ai vécu toutes les tortures subies contre les innocents sans aucun motif.

Dans mon enfance, j'ai vu les colonialistes entrer dans les maisons et torturer les vieux, les femmes, les enfants et même les bébés, comme s'ils étaient des bêtes. J'ai eu des ressentiments contre ses envahisseurs. Mon cœur était plein de rancune et de haine. Ma famille était parmi les milliers de familles sahraouies réfugiées sur le territoire algérien à la frontière algérienne près de Tindouf.

On s'est déplacé du Sahara à Tindouf à bord de camions pleins des familles. J'ai vécu des moments très durs avec ma famille afin de fuir les occupants. On s'est déplacé d'un endroit à un autre, souvent la nuit et en éteignant les lumières des véhicules pour ne pas attirer l'attention des marocains qui étaient partout.

quand on est arrivé à l'endroit prévu, on a planté des tentes pour s'y installer. On a ainsi formé les premiers campements de réfugiés à Rabouni. On a commencé par construire des établissements pour instruire les jeunes et pour former les générations futures. Je suis ~~pari~~ entré dans ma première classe qui était une tente où il y avait un tableau et une boîte de craie. Le maître est un jeune homme très actif et très aimable. Il nous a appris à lire et à écrire.

J'ai passé là une année scolaire. Un an après, j'ai été emmené en Algérie parmi une sélection d'étrangers destinés pour poursuivre mes études avec les étudiants algériens. Là, j'ai terminé mon cycle primaire, puis secondaire et j'ai fini mon lycée en 1987 en obtenant mon baccalauréat. Malheureusement, dans les années qui ont suivi, les études ont été interrompues à cause des préparatifs d'un référendum sous la tutelle de l'ONU.

J'ai profité de ce temps pour suivre des cours de français à Rabouni donnés par un prisonnier marocain, pendant une année. Après, j'ai suivi un autre cours en langue française et anglaise avec un autre prisonnier marocain. Après des années d'attente, j'ai pu enfin continuer mes études à l'université dans un pays arabe, la Syrie.

J'ai fini mes cours universitaires en 2000. J'ai obtenu la licence en économie.

Je suis revenu aux campements pour enseigner à l'internat secondaire le 12 octobre, un établissement national.

En 2008, j'ai suivi un autre cours de français en Algérie, dans le centre supérieur de linguistique (FORMASUP). Maintenant, je suis un professeur de langue française après avoir été professeur de langue arabe. J'adore mon métier et je le fais du mieux possible pour aider les gens à apprendre et à progresser.



international d'Etudes françaises) de Dijon pour 5 enseignants, grâce au financement du Service Culturel de l'Ambassade de France à Alger. Avec nos soutiens habituels et une contribution particulière de l'association Kareen Mane, nous avons pu, en 2011, faire réhabiliter une salle de l'Ecole du 9 juin (Centre de formation pédagogique des enseignants) pour en faire la « salle de français », équipée, en outre, de deux bibliothèques fermées où quelques 250 livres, commandés à Alger, ont été installés durant la session d'octobre 2011.

Ce fut malheureusement la dernière session pour AGIRabcd Bourgogne, car, à la suite de l'enlèvement de 3 humanitaires au Protocole de Rabouni, les responsables nationaux d'AGIRabcd ont fait arrêter le projet. C'était le moment de passer la main : 2012 a constitué une année de transition, pendant laquelle nous avons travaillé à garder le contact et à conserver les subventions pour des stages de français qui ont pu être as-

surés début 2013 par les 2 formateurs sahraouis accrédités, avant que l'AARASD ne prenne complètement le relais.

Bilan mitigé pour les 17 intervenants d'AGIRabcd Bourgogne qui ont animé les sessions de français et partagé au quotidien la vie de familles sahraouies : une expérience humaine très enrichissante mais des résultats difficiles à évaluer. Nous avons, en effet, perdu en chemin beaucoup de ceux que nous avions formés, notamment les meilleurs, ceux que nous voyions en passe de devenir de bons enseignants de français dans les collèges des campements...

Bouha est partie en Espagne, d'autres, comme elle, ont quitté les campements dans l'espoir d'une vie meilleure, certaines, comme Fatimatou, sont chargées de famille et ont perdu leur disponibilité. Quelques fidèles encore en poste : Mohamed Bachir, peut-être, Tfarrah, Falla... Plus que des noms pour moi !

Monique Roussel

Examen de fin de session à l'école du 9 juin (octobre 2011).



L'Association des Amis de la RASD et la formation des professeurs de français dans les collèges des campements sahraouis

Dès sa création, la République sahraouie a mis en place dans l'ensemble des campements installés sur la hamada de Tindouf, un système scolaire cohérent en commençant par la scolarisation primaire et l'alphabétisation des adultes. Quarante-cinq ans plus tard, à de rares exceptions, toute la population réfugiée est alphabétisée et pour une grande part très éduquée.

Cet ensemble éducatif respecte les normes retenues au niveau mondial, avec une scolarité obligatoire de 2 à 16 ans. Les enfants sont accueillis à partir de deux ans en crèches ou jardins d'enfants, puis à 6 ans ils entrent à l'école primaire jusque 11 ans et vont ensuite en collège. Chaque campement ou daïra, correspondant à l'unité de base de la répartition de la population, pour nous la commune, possède une école primaire et chaque willaya ou province rassemblant plusieurs daïras dispose de deux collèges, qui ne possèdent pas toujours tous les niveaux du cursus. Ce sont les établissements scolaires les plus récents, construits il y a une quinzaine ou dizaine d'années.

Mais faute de moyens suffisants en matériel et en personnel, il n'existe pas de structures de second cycle. Les enfants qui veulent poursuivre leur études au-delà de la troisième doivent se rendre à l'étranger. Un grand nombre de jeunes ont été accueillis pendant longtemps en Espagne, en Italie, en Algérie, Libye, Syrie voire à Cuba pour ceux qui se destinaient aux professions de santé. Il faut cependant souligner que c'est

l'Algérie qui depuis le début de l'exil en 1976 a largement ouvert ses portes et a scolarisé des milliers d'enfants sahraouis quand les écoles n'existaient pas en nombre suffisant dans les campements. Aujourd'hui ce sont les lycéens et les universitaires qui se retrouvent principalement en Algérie où une part importante de l'enseignement est dispensée en français. Les élèves sahraouis, qui apprennent en seconde langue l'espagnol, du fait des liens avec l'ancienne métropole, éprouvent de grandes difficultés à suivre les cours.

Compte tenu également du fait que le Sahara Occidental est entouré de pays francophones (Mauritanie, Maroc, Algérie), les autorités sahraouies ont compris rapidement et depuis longtemps l'importance du français. Elles ont donc cherché des solutions pour promouvoir l'enseignement de cette langue.

Les relations anciennes de solidarité avec plusieurs associations françaises ont permis la mise en place de partenariats destinés à promouvoir l'apprentissage de la langue française ainsi que son enseignement. L'un, en coo-

pération avec le Ministère de l'Éducation et la participation de plusieurs enseignants sahraouis était destiné aux enfants scolarisés en primaire, associé aux voyages d'été en France. Il s'est agi pour ce projet de préparer l'entrée en collège des enfants dès le CE2 et de faciliter leur séjour dans les familles françaises qui allaient les accueillir.

Un deuxième projet associa l'UJSARIO¹ et un encadrement sahraoui pour apprendre le français à des jeunes volontaires.

Ces deux projets se sont heurtés à une difficulté majeure, le nombre insuffisant de professeurs qualifiés. L'association AGIRabcd Bourgogne a également organisé des stages d'apprentissage et de perfectionnement dans les campements et en France avec des formateurs français. (Voir article de Monique Roussel, coordinatrice du projet).

Aussi en 2012, à la demande du Ministère Sahraoui de l'Éducation, l'AARASD a proposé de mettre en place un plan plus ambitieux et de favoriser la formation de professeurs sahraouis de français en nombre suffisant.

Comment s'est construit ce projet ?

Par la signature d'une Convention en 2013, et les contacts pris entre l'AARASD et le Ministre de l'Éducation pour évaluer les besoins et pour imaginer un système de formation des professeurs de français susceptible de répondre rapidement aux besoins des collèges des campements.

À la suite, plusieurs enseignants français retraités ont rencontré, en janvier 2013, un représentant du Ministère de l'Éducation pour définir le cadre de cette formation à partir de l'expérience d'AGIRabcd Bourgogne et de l'exemple de l'École d'infirmières.

Après un stage expérimental qui s'est tenu dans les campements en mai 2013, une convention a été signée entre le Ministère de l'Enseignement, l'ASPECF², l'AARASD. Le Ministère se chargeant de recruter les stagiaires, futurs professeurs de français, l'ASPECF proposant des formateurs sahraouis



¹ Union des jeunes sahraouis.

² ONG sahraouie : Association Sahraouie de Promotion et d'Échanges Culturels avec la Francophonie

pour encadrer les stages tout au long de l'année scolaire, l'AARASD apportant ses compétences en français et finançant l'organisation mise en place.

Mise en place d'un plan de formation dont l'objectif fixé par le Ministre était la formation de 25 professeurs. Pendant toute la durée du projet, l'AARASD les a indemnisés pour les « fidéliser » et les encourager à se perfectionner.

Ce plan prévu initialement pour une période de 5 ans s'organisait comme suit.

Une première année destinée au renforcement en français des futurs professeurs ou de professeurs déjà en poste. Cette formation à la langue française avait lieu au Centre Pédagogique National du « 9 juin » pendant trois jours chaque semaine. Les formateurs sahraouis de l'ASPECF assurant les cours toute l'année scolaire avec l'appui des formateurs français en mission de deux semaines dans les campements chaque trimestre pour renforcer le travail des formateurs sahraouis puis rencontrer les enseignants dans leurs classes. La deuxième année étant plutôt consacrée à la formation pédagogique pour terminer par trois années en poste avec un suivi assuré par les formateurs sahraouis et français pour une formation continue en français et pour le perfectionnement des pratiques pédagogiques et la connaissance de la didactique de la langue.

Un programme d'enseignement est élaboré au cours de l'été 2013, l'équipe française rédigeant un programme à partir de plusieurs documents. Elle s'est en particulier appuyée sur des manuels de Français-Langue Etrangère (FLE). Ce travail s'est poursuivi pendant les étés 2014 et 2015 pour être ensuite validé par le Ministère. Premier outil proposé aux professeurs-stagiaires sahraouis. De mars 2013 à novembre 2016, les cours ont été donnés au Centre Pédagogique National du « 9 juin », puis à partir de février 2017, dans les locaux de l'ASPECF pour disposer des ressources de sa bibliothèque.

Au terme de la première année, plusieurs difficultés sont apparues. D'abord, le nombre insuffisant de professeurs stagiaires, un second recrutement pour atteindre le nombre prévu devenait indispensable. D'autre part, les résultats obtenus par certains à l'examen de fin d'année scolaire



Dans une crèche de Laguerra.

étaient faibles. Au cours de nos visites dans les classes, nous avons constaté que les pratiques pédagogiques très frontales utilisées par les enseignants sahraouis ne favorisaient pas un enseignement actif et vivant de la langue et n'invitaient pas les élèves à s'exprimer oralement.

Enfin, l'absence de programme « officiel » qui puisse servir de repère pour l'organisation des cours tout au long de l'année et dans les différents niveaux ne facilitait pas le travail des professeurs, obligés de se débrouiller avec leurs propres connaissances et bien peu de moyens.

Il est donc devenu nécessaire d'envisager différemment la suite du projet. Nous avons proposé au Ministère d'organiser une deuxième année de formation en acceptant le « redoublement » de quelques uns et en faisant appel à de nouvelles candidatures et de rédiger un programme d'enseignement qui puisse être valable pour tous les collègues (voir plus haut, l'élaboration du programme).

La poursuite du projet, en lien avec les différents ministres de l'Education en poste depuis 2013, a été suivie avec attention et bien soutenue, mais il a été nécessaire d'en modifier et d'en préciser certains aspects pour plusieurs raisons. Plusieurs enseignants pourtant formés se sont découragés et ont rapidement abandonné l'enseignement. Le niveau de français des nouveaux professeurs recrutés par le ministère étant insuffisant, une formation complémentaire se révéla urgente. Enfin pour répondre à une demande des professeurs, l'équipe de formateurs français a proposé de compléter le programme adopté par le Ministère par un manuel dont les fiches seraient

élaborées en collaboration avec les professeurs sahraouis eux-mêmes. Pour répondre à de nouvelles conditions, des avenants à la convention de 2013 ont été signés en 2016 puis en 2018.

Au cours des visites dans les classes de collège, les formateurs français ont pu constater des progrès intéressants dans les conduites de classe. Les professeurs sahraouis avaient préparé leurs cours pendant les stages de formation et les avaient appliqués dans leurs classes avec une belle réussite. Leurs élèves plus sollicités réagissant activement aux exercices proposés.

Les difficultés rencontrées depuis 2013 nous ont obligés à des adaptations. La durée initialement prévue à 5 ans a été prolongée. Même si l'objectif initial, la formation de 25 professeurs n'a pas été atteint, les résultats au terme de 8 ans de présence sont plutôt encourageants. Ainsi le groupe des enseignants de français s'est stabilisé, le Ministère n'a plus besoin de recruter chaque année un nombre important de nouveaux professeurs. Les pratiques pédagogiques ont bien évolué et les évaluations des élèves s'améliorent peu à peu.

Au cours des différentes rencontres avec le Ministre de l'Education et ses services ou avec des responsables du HCR, les équipes de formateurs sahraouis et français ont souligné les progrès mais également insisté sur la nécessité de poursuivre l'effort déjà entrepris pour continuer à améliorer la formation linguistique et pédagogique des professeurs sahraouis de français.

Pierre Toutain

Parlons finances !

Ce Sahara info consacré à notre projet de formation des professeurs de français de collège n'est pas le premier. En effet cet engagement en faveur du développement des campements est important pour notre association et a suivi celui des années 90 en faveur de l'installation de jardins maraîchers. Mais c'est la première fois que nous parlons finances !

Ce projet français nous a permis à la fois de former les professeurs de français et de les encourager financièrement, d'abord pour leur formation, puis dans l'exercice de leur métier et depuis deux ans pour surtout les encourager à suivre une formation continue. En effet la mobilité des enseignants et pour plusieurs d'entre eux leur faible niveau du fait d'une formation initiale inexistante ou trop courte et surtout du manque d'occasions d'utiliser cette langue, l'espagnol étant plutôt la langue étrangère d'usage expliquent cette exigence de formation continue. La pandémie ne nous ayant pas empêchés de la poursuivre de manière électronique !

Avec quels financements ? C'est d'abord le service culturel de l'Ambassade de France en Algérie qui nous a fait une totale confiance et nous a permis le démarrage du programme en 2013. Subvention publique importante mais largement insuffisante pour assumer l'ensemble des financements à la fois dans les campements et pour prendre en charge déplacements et frais divers des formateurs français bénévoles. En complément subventions de la Région Pays de la Loire pendant plusieurs années quand la sensibilité des élus correspondait à notre engagement, de l'association Kareen Mane, du CCFD-Terre solidaire et de plusieurs villes et départements également engagés pour financer les vacances des enfants sahraouis chaque été. L'ensemble pouvant atteindre entre 30 000 et 35 000 euros suivant les années.

Depuis 2018, la subvention accordée par notre Ambassade à Alger, si importante pour nous, a été suspendue, nous l'espérons encore de manière provisoire, car nous n'en avons pas encore compris les raisons. La manière non plus d'ailleurs, le service culturel ne s'étant

jamais donné la peine de nous en avertir alors que le programme et les dépenses de cette année 2018 étaient déjà largement engagés.

Fallait-il arrêter le programme alors que la dynamique de cette formation était bien engagée et que le Ministre de l'Education sahraoui, Monsieur Bouchraya, nous assurait de sa grande confiance ?

Avec l'accord des enseignants et des formateurs sahraouis nous avons diminué l'aide financière, réduit l'importance des missions des bénévoles français et avons surtout reçu de nouveaux appuis financiers qui nous permettent encore aujourd'hui de tenir nos engagements et d'assurer le financement de la formation continue des professeurs, indispensable pour la qualité de leur enseignement et pour leur volonté de se maintenir en poste. Merci très vivement au CCFD-Terre solidaire qui nous soutient financièrement depuis 2013, merci au CE-cheminots de Normandie, à l'Entreprise FIMOR, à la ville d'Ivry et au Village Copains du Monde de Gravelines qui ont pris le relais des subventions « officielles ! ».

Dernière nouvelle, l'impression d'un livret d'élève d'exercices pour la première année de collège qui devrait arriver en nombre pour la rentrée de septembre et permettre aux débutants de mieux s'y retrouver dans cette langue bien difficile. Bravo à toute l'équipe des formateurs et merci à nos « mécènes » de nous y aider financièrement !

Espérons aussi que ce livret convaincra les responsables du service culturel de notre Ambassade à Alger de la pertinence de nos équipes et d'une association de conviction comme l'AARASD et qu'il donnera de bonnes idées aux responsables locaux du HCR.

Régine Villemont

Un conte sahraoui rédigé en français : Les trois bœufs et le lion

Il était une fois, dans une forêt, trois bœufs : un blanc, un noir et un brun, ainsi qu'un grand lion ocre. Quand les trois bœufs étaient ensemble, le lion n'avait pas la possibilité de les manger.

Un jour, le lion se mit à chercher un moyen pour les manger l'un après l'autre. Au bout d'un moment, il s'écria : « J'ai trouvé ! ». Il s'est approché du bœuf noir et du bœuf brun et il leur a dit : « C'est l'été, il n'y a plus beaucoup d'herbe ! Laissez-moi manger le bœuf blanc, comme ça la prairie sera pour vous ! ».

Le bœuf noir dit à son compagnon : « Ce qu'a dit le lion est vrai ! Le bœuf blanc est très gourmand ! Si nous sommes trois, l'herbe va manquer ! ».

Le lion a attaqué le bœuf blanc ; les deux autres l'ont regardé se jeter sur le pauvre malheureux sans rien faire pour lui venir en aide : le lion a déchiré le bœuf blanc sous leurs yeux ! En peu de temps, il ne resta plus du bœuf blanc que la peau !

Le lendemain, le lion avait encore faim.

Il s'est approché du bœuf noir et lui a dit tout bas :

— Regarde, mon ami, toute cette région, c'est pour toi tout seul !

— Comment ? a demandé le bœuf.

— Laisse-moi manger le bœuf brun, comme ça, toute l'herbe qui est là sera pour toi !

— D'accord, mais ne le mange pas devant moi, s'il te plaît !

Le bœuf noir a donc accepté que le lion mange son compagnon et il est parti.

Quelques jours plus tard, le lion est à nouveau affamé. Le bœuf noir reste seul, sans copain pour l'aider.

Le lion s'approche du bœuf et lui dit :

— C'est aujourd'hui que je te mange !

— J'ai su que j'étais condamné à partir du moment où tu as mangé le bœuf blanc ! répondit avec résignation le bœuf.

*Écrit par Ahdi MOHAMED SALEM
(atelier d'écriture d'AGIRabcd, oct.-nov. 2009)*



Comment les formateurs français et sahraouis ont-ils poursuivi la formation des professeurs de français pendant la pandémie de Covid-19 ?



À partir de janvier 2021, alors que la pandémie nous avait empêché tout contact avec les enseignants sahraouis depuis mars 2020, nous avons décidé d'utiliser les moyens internet qui sont bien connus dans les campements et de nous retrouver régulièrement chaque semaine avec bonheur.

Après concertation avec le Ministre de l'éducation et les formateurs de l'ASPECF, nous avons convenu de deux rendez-vous par semaine et avons recherché les meilleurs moyens de communication, Zoom quand la communication internet était possible ou WhatsApp quand elle devenait difficile. Nous nous sommes retrouvés en ligne par Zoom avec les formateurs sahraouis le mercredi de 18 à 19h pour préparer les leçons et avec les enseignants sahraouis de français de la mi-février à la fin mai 2021 malgré les difficultés de connexion.

Nous avons utilisé la méthode de français « MERCI » publiée par CLE International avec le Cahier d'activités. Nous nous en sommes inspirés, avons adapté et créé des exercices qui nous ont permis d'échanger avec les stagiaires le samedi matin de 10h à 13h.

Nous avons également utilisé une méthode de français pour arabophones, publiée chez Didier, qui nous a aussi bien inspirés ! en particulier les exercices d'écoute et de phonétique du français.

Les formateurs de l'ASPECF très motivés ont également participé à la recherche de supports et de textes trouvés sur internet, une des dernières séances en mai nous a permis de découvrir un poème de Victor Hugo, *Lise*, Sahraouis et Français réunis. Mais nous avons aussi fait appel à la culture beidane avec un texte choisi dans l'ouvrage de Sophie Caratini, *La Fille du chasseur*. Le texte a permis aux formateurs français de donner le meilleur de leur talent pour son exploitation et a donné l'occasion aux enseignants sahraouis de se souvenir de leur enfance au désert.

À noter de belles réussites produites en français par les enseignants sahraouis : des récits d'enfance, des recettes préférées et surtout une adaptation de la chanson « Danser encore ».

Marie-Françoise Ernoul

À la manière de « Danser encore »

Nous, on veut continuer à enseigner encore,
Voir nos élèves réussir en classe,
Communiquer avec tous les pays francophones.

.....

Nous, on veut continuer à lutter encore,
Voir notre peuple gagner sa liberté,
Vivre dans un monde de justice et d'égalité

.....

Nous, on veut continuer à rêver encore,
Pouvoir quitter les camps de réfugiés,
Retourner sur la terre de notre patrie volée.

Écrit par des professeurs de français



Clôture à Aousserd d'une formation à distance destinée aux professeurs de français.

Accompagner les professeurs de français et mobiliser la communauté éducative pour favoriser la réussite des élèves

Quand j'ai rejoint les formateurs de l'AARASD et de l'ASPECF en 2018, une partie des professeurs qui avaient suivi la formation initiale avaient déjà quitté leurs fonctions pour des raisons diverses. En 2020, sur les 25 professeurs qui avaient suivi la formation initiale, seulement 6 étaient encore en exercice. Il y avait donc 18 professeurs recrutés au fur et à mesure des besoins, mais les niveaux de recrutement ont bien souvent été dépendants du nombre des postes à pourvoir.

Même si les nouveaux professeurs bénéficient des sessions de formation continue assurées par l'AARASD, lors de nos visites dans les collèges, nous avons constaté que certains étaient en difficulté dans leurs classes.

En plus de leur faible niveau en pratique du français, ils doivent faire face à des élèves pas toujours motivés et à un matériel pédagogique souvent inadapté.

Un exemple parmi d'autres : une ONG a mené un programme de remplacement des tableaux en bois par des tableaux véleda. Problème, sous l'effet de la chaleur, les crayons véleda sèchent trop rapidement et les tableaux véleda craquent... Cette même ONG a donc sollicité un nouveau financement pour remplacer les tableaux véleda par des tableaux en bois... Nous ne savons pas si ce nouveau projet a pu être mené à terme...

Malgré ces difficultés, les professeurs de français restent mobilisés pour aider leurs élèves à progresser. Nous leur avons proposé d'écrire leurs besoins, voici quelques demandes exprimées : « Comment enseigner l'expression écrite aux élèves ? Comment préparer une leçon ? Comment présenter une leçon ? Nous avons besoin de travailler la prononciation ! Il faut un manuel pour aider les élèves à apprendre la lecture et l'écriture. Comment faire des jeux de grammaire ? Comment enrichir le vocabulaire ? ».

À la rentrée 2019 pour faire la promotion de l'enseignement du français et motiver les élèves, nous avons souhaité impliquer la communauté éducative. Dans chaque collège des rencontres



Pendant la session de formation de février 2017, dans la salle de l'ASPECF.

ont été organisées avec les élèves de première année et leurs parents, les professeurs de français, les formateurs de l'ASPECF, la/le proviseur du collège, la/le maire de la daïra, la représentante des parents d'élèves, les inspecteurs, un-e représentant-e du Ministère de l'Enseignement et un Grand Témoin francophone.

Ces rencontres ont été l'occasion de prises de paroles riches et encourageantes.

L'occasion de féliciter les élèves pour leur entrée au collège, de leur rappeler l'enjeu de l'apprentissage du français pour la poursuite de leurs études en Algérie, de les assurer de leur capacité à apprendre cette nouvelle langue et de leur souhaiter de réussir leur scolarité au collège.

L'occasion de remercier les parents de leur présence et de l'intérêt qu'ils portent à la scolarité de leurs enfants, de leur rappeler l'importance de leur rôle dans la réussite scolaire de leurs enfants, la nécessité de les encourager quand c'est difficile et de les féliciter quand ils réussissent. L'occasion aussi de remercier les professeurs pour leur engagement et de valoriser leur travail. Le Grand Témoin a pu parler de son expérience de francophone : comment il a appris le français, ce qui a été difficile, ce qu'il aime dans la langue française, à quoi lui sert de parler français...

Pour clore ces rencontres, les parents étaient invités à chanter en français avec leurs enfants et à partager une collation préparée par les professeurs et financée par l'AARASD : thé, boissons, pâtisseries, etc.

Nous avons fixé un maximum de 5 classes pour chaque rencontre, ce programme a donc été répété 11 fois, avec quelques adaptations locales, mais toujours autant d'intérêt de la part des différents partenaires. Nous avons eu la visite du HCR et du Croissant Rouge et surtout chaque cérémonie a été relayée par les radios locales et TV RASD, ce qui était valorisant pour les élèves, les familles et les professeurs.

Pour répondre aux besoins des élèves et aux demandes des professeurs, en concertation avec le Ministre Omar Mansour, nous nous sommes engagés dans la rédaction de documents pédagogiques adaptés aux conditions d'enseignement dans les campements. Un gros travail a déjà été fait lors des sessions de formation avec les professeurs, il s'agit de rassembler, adapter, compléter et mettre en forme les différents travaux pour éditer un ensemble didactique composé d'un manuel pour chaque élève, d'un guide pédagogique pour les professeurs et de vidéos. Sur proposition du Ministre, ces courtes séquences vidéos pourraient être diffusées par TV RASD, ce qui serait l'occasion pour les élèves et les professeurs d'entendre du français authentique et d'améliorer leur prononciation. À ce jour les premiers livrets pour la première année de collège ont été rédigés, édités, expédiés et sont arrivés à Rabouni puis acheminés à la bibliothèque de l'ASPECF avant distribution en septembre aux enseignants.

Nous espérons pouvoir les tester avec les professeurs et les élèves à la rentrée.

Jacqueline Fontaine

L'aide au développement des campements passe aussi par l'accueil en France des jeunes Sahraouis



Depuis 1980, et c'était cette année-là une première en Europe, nous accueillons chaque été un groupe d'enfants sahraouis, une centaine en général, jusque 200 les années généreuses. L'Espagne quelques années plus tard a développé cet accueil permettant à des milliers d'enfants de quitter la hamada si brûlante l'été, de découvrir le monde et de prendre conscience des solidarités européennes. Pour ces dizaines de générations de jeunes Sahraouis le monde ne s'est ainsi jamais limité à l'impuissance des Nations unies incapables d'appliquer leur Plan de règlement.

Villes et associations de jeunesse ont coordonné leurs moyens humains et financiers pour accueillir avec générosité ces enfants du désert pendant quarante ans. Cette durée inédite témoigne à la fois de la solidité de nos associations, en France l'AARASD et la Plate-forme solidarité, en Italie, en Espagne, etc. et de la pertinence de l'association de la jeunesse sahraouie et du secrétariat à la jeunesse pour lesquels l'organisation du départ de centaines, puis de milliers d'enfants est un travail qui mobilise toute l'année nombre de leurs bénévoles et permanents. C'est aussi l'engagement de l'Algérie qu'il faut rappeler, elle permet aux enfants de disposer de passeports collectifs qui rendent possible les visas et l'entrée en Europe.

Ces aspects devenus le quotidien de l'engagement des associations chargées de l'accueil de ces enfants sont à rappeler ce mois de juillet 2021 après le scandale de la tentative d'envahissement du Conseil municipal de la ville d'Ivry/Seine, le 30 juin. Des extraits du communiqué de l'AARASD permettent de mieux comprendre : « Une délibé-

ration municipale empêchée par l'organisation d'une contestation venue du Consulat marocain très proche : au centre, l'appui financier aux enfants sahraouis, engagement très ancien de cette ville communiste qui reçoit chaque année une dizaine de ces enfants ».

Plusieurs citoyens français d'origine marocaine par leurs parents ou leurs grands-parents se sont mis au service de leur consulat pour empêcher de manière violente le vote d'une subvention municipale en faveur des enfants sahraouis. Avec des arguments populistes très proches de ceux utilisés par le Front National ou les associations anti-migrants. « Pas d'aide aux étrangers avec l'argent des contribuables français ». Le conseil a pu se tenir malgré tout et a pu discuter et approuver démocratiquement ce soutien aux enfants sahraouis. Le Maire d'Ivry qui a su maintenir haut le débat démocratique et mettre à l'abri son Conseil des pressions étrangères représente bien la force de conviction et le courage des élus, des associations de jeunesse qui depuis 40 ans, en dépit des difficultés

et bien souvent des pressions, ont tenu toutes les promesses de cette solidarité. Solidarité qui n'est ni compassion, ni charité mais attachement aux luttes des peuples, au respect du droit, solidarité capable de faire vivre des coopérations loyales où chacun des protagonistes est respecté dans ce qu'il est.

C'est cette richesse là que nous défendons depuis toutes ces années en accueillant les jeunes Sahraouis ou en apprenant le français à leurs professeurs. Peut-on espérer que ces citoyens franco-marocains convaincus ou simplement obligés par leur consulat d'empêcher ces gestes aient l'occasion de comprendre ce qui se passe dans une ville qui accueille des enfants sahraouis, au sein des familles qui les invitent, dans les centres de vacances avec d'autres enfants ? Une rencontre, une chanson en commun, un geste amical, tout est sans doute à inventer pour qu'ils ne se mettent plus au service de leur monarchie mais rêvent d'un Maroc qui accepterait un Sahara occidental indépendant et ami.

Régine Villemont

Août 2021, photo transmise par le Ministère sahraoui de la jeunesse : Entre deux activités, moment de repos et distribution du goûter à Smara. Depuis deux années les enfants ne peuvent plus quitter les campements pour leurs habituelles vacances en Europe. Souhaitons qu'en 2022 nous soyons en mesure de relancer cette belle et ancienne solidarité.



Au Sahara occidental occupé quelle situation pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études ?

Plusieurs d'entre nous sont en contact étroit avec des militants sahraouis qui poursuivent leurs études, et en particulier avec ceux passés en procès et en prison. Aussi il nous a semblé important de compléter ce journal consacré à la formation des enseignants des campements, avec des informations concernant les étudiants et étudiantes sahraoui.e.s.

Il n'y a pas d'université au Sahara occidental

À la fin de leur scolarité dans les Territoires occupés, les jeunes Sahraoui.e.s n'ont d'autre alternative que d'arrêter leurs études ou de déposer un dossier de candidature dans l'une des universités marocaines, s'ils souhaitent les poursuivre

Le Maroc compte 14 universités. En théorie, elles sont toutes ouvertes aux étudiant.e.s sahraoui.e.s, mais dans les faits, et jusqu'à très récemment, seules les universités d'Agadir et de Marrakech donnaient une réponse favorable à leurs demandes. Depuis peu, les universités de Rabat et Casablanca leur sont également accessibles.

Un nombre limité de disciplines leur sont ouvertes. Difficile d'en connaître les raisons mais les études en médecine, chimie, physique ou aéronautique (liste non exhaustive) leur sont interdites.

Les disciplines possibles se limitent de fait aux études de droit, de philosophie et des Langues étrangères.

Le nombre approximatif d'étudiant.e.s sahraoui.e.s est d'environ 10 000 par an, dont une grande majorité sont inscrits à l'université d'Agadir.

Obligé.e.s de quitter leur pays, à des centaines de kilomètres de leur domicile familial, les études universitaires sont particulièrement coûteuses tant pour eux que pour leurs familles. L'octroi de bourses est réservé exclusivement aux étudiant.e.s marocain.e.s. Toujours aussi discriminatoire, en dehors des dépenses communes à tous : frais d'inscription et achats de fournitures qui se rapportent aux études, les étudiant.e.s sahraoui.e.s n'ont pas droit à un logement dans les résidences universitaires. Il leur faut donc trouver un logement en ville, souvent en colocation avec d'autres étudiants, dans des appartements aux loyers beaucoup plus élevés.

D'autres types de discriminations scandaleuses existent au sein même du fonctionnement universitaire : certains enseignants privilégient les étudiants marocains dans leurs notations et appréciations, ces derniers ont donc plus de chance d'obtenir leurs diplômes

Par ailleurs, il n'est pas rare que des documents d'études ou des effets personnels appartenant aux étudiant.e.s sahraoui.e.s soient volés, les empêchant de suivre normalement leurs cours.

L'activisme des étudiants sahraouis au sein des universités et au dehors est intense

pour faire connaître l'existence du Sahara occidental et l'oppression exercée sur ses habitants par les autorités marocaines, les violations des droits de l'homme, les arrestations arbitraires, etc. Des étudiants sahraouis témoignent de la bonne entente en général et même de la solidarité qui peuvent régner avec les étudiants marocains, lesquels prennent conscience des inégalités que doivent affronter leurs camarades pour continuer leurs études. Mais des groupes d'étudiants marocains anti-sahraouis existent aussi, ils sont actifs et créent des rixes au sein et en dehors de l'université.

En protestation contre les discriminations et inégalités de traitements dont ils sont victimes à l'université, des manifestations pacifiques sont organisées régulièrement par les étudiant.e.s sahraoui.e.s auxquelles se joignent des étudiants marocains solidaires. Durant ces manifestations, des appels en faveur de l'indépendance du Sahara occidental se mêlent souvent aux revendications d'ordre purement universitaire qui provoquent l'irruption brutale de groupes d'étudiants (ou pas seulement) anti-sahraouis. Les manifestations au départ pacifiques dégénèrent en bagarres

générales pour que la police intervienne et arrête les manifestants.

Ce scénario eut lieu, entre autres, le 23/01/2016. Une manifestation pacifique était organisée à Marrakech par des étudiants sahraouis et marocains ; un groupe de civils marocains fit brutalement irruption, une bagarre générale s'ensuivit. La police intervint rapidement et arrêta 20 étudiants sahraouis et 2 étudiants marocains.

Au commissariat de police, interrogatoires, tortures pendant plusieurs jours pour obtenir de prétendus aveux du meurtre d'un civil marocain durant la manifestation. Bien qu'obtenus par la force, ces « aveux » donnèrent lieu en avril 2018 à un procès inique, uniquement à charge, qui condamna 4 étudiants à 10 ans de prison et 10 autres à 3 ans, tous sahraouis.

En dépit des multiples obstacles et discriminations auxquels ils sont confrontés tout au long de leurs études universitaires, de nombreux jeunes sahraoui.e.s réussissent à obtenir leurs diplômes. Mais pour quel avenir ? Le chômage... S'ils restent au Sahara occidental ou au Maroc, impossible pour eux d'obtenir un emploi, la majorité des postes sont réservés aux Marocains !

Michèle Joly

Sahara info n°184

Juin - Septembre 2021

Rédaction : Hadou El Hadj, Marie-Françoise Ernoult, Jacqueline Fontaine, Senia Chaadi, Michèle Joly, Mohamed Mahmoud, Monique Roussel, Pierre Toutain, Yvette Touzeau, Régine Villemont.

Mise en page : Mélyny Fourmy

Photos : Marie-Françoise Ernoult, Mohamed Mahmoud, Monique Roussel, Pierre Toutain, Yvette Touzeau.

bur.aarad@wanadoo.fr

Pour tout contact et soutien aux Sahraouis : Association des Amis de la RASD/France

SITE : www.association-des-amis-de-la-rasd.org

Pour être informé des derniers développements concernant les prisonniers sahraouis, n'oubliez pas de vous inscrire sur le site : www.ecrirepourlesliberer.com

Facebook :
Amis de la République Sahraouie



AARASD : BULLETIN D'ADHESION - BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Code Postal : **Ville :**

Tél. : **E-mail :**

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> Adhésion SEULE : 20 € | <input type="radio"/> Abonnement SEUL : 20 € |
| <input type="radio"/> Adhésion simple : 20 € | <input type="radio"/> avec l'Abonnement 40 € |
| <input type="radio"/> Adhésion de soutien : 30 € | <input type="radio"/> avec l'Abonnement 50 € |
| <input type="radio"/> Membre donateur : 80 € | <input type="radio"/> avec l'Abonnement 100 € |
| <input type="radio"/> Dons : | |

AVANTAGES FISCAUX : Un reçu attestant de votre don, vous sera adressé en début d'année civile 2022, Pour les particuliers, le don est déductible à hauteur de 66% dans la limite de 20% du revenu net imposable.

par chèque à l'ordre de l'Association des Amis de la RASD
À envoyer à Association des Amis de la RASD - Mme Marchand
44 rue de la République - 47200 Montpouillan

par virement bancaire sur le compte de l'Association
des Amis de la RASD avec la mention : Abont - Adh° - Don
IBAN FR76 1548 9048 1700 0225 0494 046 - BIC CMCIFR2A

Date et signature